



+10 000 DH par an et par enfant d'augmentation : C'EST NON

Non aux augmentations irrationnelles. Il est temps de passer à l'action.

Votre Association CAPE, ainsi que l'ensemble des parents bénévoles engagés au sein de ses bureaux locaux, animés par un sens élevé du devoir envers toutes les familles qui leur font confiance, lancent aujourd'hui un **appel solennel et urgent à l'ensemble des parents**.

Il s'agit de **défendre nos intérêts collectifs et de préserver ce qui peut encore l'être** des conditions d'enseignement au sein des établissements en gestion directe du pôle Rabat-Kénitra : Lycée Descartes, Collège Saint-Exupéry, GSU Balzac, écoles Albert Camus, Paul Cézanne, André Chénier et Pierre de Ronsard.

Une situation grave aux conséquences lourdes

À la suite du Conseil d'Administration de l'AEFE tenu en décembre dernier, les services administratifs du Lycée Descartes ont communiqué à nos représentants un document préliminaire introduisant une révision majeure et profondément inquiétante de la nomenclature des frais de scolarité.

Ce projet prévoit des **augmentations successives** de 4 % par an sur plusieurs années et **l'introduction de frais d'inscription annuels pouvant atteindre 7 000 DH par enfant dans un an**.

Concrètement, cela représente **plus de 10 000 DH supplémentaires par an et par enfant**.

Si cette spirale n'est pas stoppée immédiatement, **les élèves actuellement en primaire paieront, à l'année de leur baccalauréat, près du double des frais actuels**.

Cette **trajectoire est inacceptable, socialement injuste et économiquement insoutenable** pour la majorité des familles.

Un refus clair, collectif et irrévocable

Face à ces mesures inadmissibles, **les représentants CAPE n'ont pas été passifs**. Toutes les voies de recours et de mobilisation possibles ont été engagées. Des réunions ont été tenues avec :

- L'Ambassadeur de France à Rabat et ses plus proches collaborateurs en charge de l'Enseignement français au Maroc ;
- Le Député de la 9^{ème} circonscription des Français de l'Etranger, M. Karim Ben Cheikh ;
- Les Conseillers consulaires de la région de Rabat : M. Mathieu Lescrainier et Mme Khadija Belcaid ;
- L'ensemble des syndicats enseignants de Rabat : SNES-FSU et Descartes sur Table ;
- L'ensemble des Associations de Parents d'Élèves de Rabat : UCPE, API et APEK.

En l'absence d'horizon et au vu des conditions de dialogue avec l'AEFE, nos élus ont pris une décision forte et ont **refusé de siéger au Conseil de Groupement de Gestion, bloquant ainsi l'officialisation de ces augmentations.**

Par ailleurs, un **conseil juridique a été mandaté en vue du dépôt d'une plainte** devant le tribunal administratif de Paris pour pratiques abusives et abus de confiance.

Il est temps de dire NON. Ensemble.

Les actions engagées par les représentants CAPE ne suffiront pas sans l'implication de tous. Notre force réside dans notre mobilisation collective et notre solidarité générale car c'est ensemble que nous pouvons protéger l'avenir de nos enfants et défendre une éducation de qualité à un prix juste et raisonnable.

Vos représentants **CAPE** vont donc **poursuivre les actions engagées dans le cadre d'un collectif** regroupant l'ensemble des bonnes volontés rencontrées au cours des derniers jours et **invitent**, à ce titre, **tous les parents inquiets et toutes les Associations engagées à se joindre à cette mobilisation** qui sera sans précédent.

Vos représentants **CAPE** continueront de se mobiliser **AVEC VOUS** et **POUR VOUS**.

Mais aujourd'hui plus que jamais, la mobilisation de tous est indispensable.